

## **Santé : « Les problématiques structurelles de notre système de protection sociale ne sont pas inéluctables »**

Depuis 2019, le Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie (HCAAM) mène des réflexions sur la question de l'articulation entre la Sécurité sociale et les complémentaires santé. Cette instance, qui réunit plus d'une soixantaine d'acteurs du monde de la protection sociale et qui produit des analyses et des avis préalable au travail législatif, est soumise dans un contexte pré-électoral à une politisation de ses débats peu propice à leur bon achèvement. Pourtant, le HCAAM est un lieu d'intelligence collective où les acteurs ne sont pas dans le conflit mais dans la recherche de solutions communes au bénéfice de l'intérêt général. Les signataires réaffirment l'intérêt d'une telle instance, nécessaire pour la démocratie sanitaire de notre pays, et condamnent fermement les instrumentalisation. Ils souhaitent que les prochains travaux retrouvent la sérénité nécessaire à la qualité des avis.

Alors que le reste à charge des Français est le plus bas d'Europe, une polémique nourrie enflamme sur l'un des scénarios que cette instance documente, dit « grande Sécu ». Pour ne pas nous égarer dans une vaine polémique, nous souhaitons réaffirmer les enjeux auxquels les Français et notre système de santé sont confrontés.

Le débat sur l'articulation entre la Sécurité sociale et les complémentaires santé est pertinent dès lors qu'il réclame des réponses à de vraies interrogations, comme celles par exemple du poids excessif du coût de la santé dans le budget de certains foyers.

Mais ce débat et certaines solutions trop simplistes ne répondent pas, loin s'en faut, aux difficultés quotidiennes que vivent les Français. Déserts médicaux, allongement des délais pour obtenir un rendez-vous chez un médecin généraliste ou spécialiste, crise profonde de l'hôpital soumis à de dramatiques difficultés de recrutement, prise en charge insuffisante de la perte d'autonomie alors que le vieillissement de la population appelle des réponses ambitieuses, ... : voilà les principaux enjeux, immédiats, prioritaires, auxquels ils sont confrontés pour accéder aux soins.

Il faut par ailleurs sortir notre système de santé des ornières dont il ne peut se dégager depuis trop longtemps : complémentarité insuffisante entre les soins de ville et l'hôpital, excessivement sollicité, système exagérément organisé autour des soins au détriment de la prévention, autour de la croyance dans la toute-puissance d'un Etat central au détriment du formidable potentiel des acteurs de terrain : collectivités locales, associations de patients, professionnels de santé, partenaires sociaux, complémentaires santé... Un Etat central qui, face à la hausse des dépenses de santé sous le poids du vieillissement de la population, du développement des maladies chroniques et du progrès technique, ne trouve que des solutions comptables - ou le recours à la dette sociale - pour masquer temporairement les déficits qu'il génère structurellement.

A tous ces enjeux, vient s'ajouter celui de la dégradation de l'environnement et du changement climatique, dont la crise du Covid confirme l'évidence. A court terme, le système de protection sociale sera confronté à l'accélération des dépenses de santé.

Dès lors, au regard de l'ensemble de ces enjeux, nous sommes convaincus que la première des priorités consiste à réunir l'ensemble des acteurs du monde de la santé et de la protection sociale pour élaborer ensemble un système plus efficient, plus solidaire et plus soutenable au bénéfice de tous.

Ces réflexions sont guidées par la conviction que les problématiques structurelles de notre système de protection sociale ne sont pas inéluctables et par la volonté de rechercher collectivement un ensemble de solutions pour y répondre : la promotion d'une culture de santé publique et de prévention, la préservation d'un accès aux soins pour tous, aujourd'hui menacé par l'extension des déserts médicaux, la préservation d'une industrie de santé innovante, une prise en charge de la perte d'autonomie, la

soutenabilité financière à long terme de la sécurité sociale, dans un cadre renouvelé et pluriannuel de la gouvernance et enfin, la valorisation des données au service de tous ces enjeux.